



Numéro PPQ/6980

lundi 15 décembre 2014

Les grands titres:

- Moyen-Orient : une « année dramatique » pour la paix, selon l'ONU
- Syrie : Valerie Amos dénonce une aggravation de la violence ces derniers mois
- RDC : l'ONU et ses partenaires appellent à accélérer la mise en œuvre de l'accord de paix avec le M23
- Soudan du Sud : Ban Ki-moon lance un nouvel appel à la paix au 1er anniversaire du conflit
- Ukraine : l'ONU s'inquiète du sort de 5 millions de personnes avec le début de l'hiver
- Renforcer la coopération Sud-Sud est indispensable, selon la FAO
- A Beyrouth, Eliasson promet le soutien de l'ONU au Liban face à l'afflux de réfugiés syriens
- L'UNESCO dénonce les meurtres de journalistes en Syrie et au Yémen
- Libéria : le Conseil de sécurité proroge le mandat de la MINUL jusqu'en septembre 2015
- RDC : le chef de la MONUSCO exprime sa solidarité aux victimes d'un naufrage sur un lac
- Le Conseil de sécurité condamne une attaque contre l'ambassade d'Israël à Athènes
- Ban Ki-moon salue les décisions adoptées à la conférence sur le climat à Lima
- Le Conseil de sécurité se dit attristé par le décès d'un ministre palestinien

Moyen-Orient : une « année dramatique » pour la paix, selon l'ONU



15 décembre - Qu'il s'agisse du nouvel échec des négociations de paix entre Israéliens et Palestiniens, de la guerre dévastatrice de 51 jours dans la bande de Gaza ou du regain de violences et de tensions en Cisjordanie, y compris à Jérusalem-Est, l'année 2014 s'achève sur un bilan dramatique pour le Moyen-Orient, a estimé lundi le Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix dans la région, Robert Serry.

« J'ai le sentiment que 2014 a changé le cours du conflit israélo-palestinien et que son avenir est plus incertain que jamais », a déclaré M. Serry dans son exposé mensuel sur la situation au Moyen-Orient devant le Conseil de sécurité de l'Organisation.

Suite à la dissolution récente de la coalition au pouvoir en Israël et à l'organisation d'élections dans le pays le 17 mars prochain, le Coordonnateur spécial a intimé aux parties de ne pas instrumentaliser le « dangereux vide diplomatique » pour laisser la situation s'aggraver.

Prenant acte de l'impatience grandissante de la communauté internationale – notamment en Europe, où les parlements français, espagnol et portugais viennent d'adopter des résolutions appelant leurs gouvernements respectifs à reconnaître un Etat palestinien – et de la décision de la Ligue des Etats arabes de présenter au Conseil un projet de résolution fixant un calendrier précis pour la création d'un Etat palestinien, M. Serry s'est dit « profondément préoccupé par la récente escalade des tensions à Jérusalem et en Cisjordanie où des affrontements quotidiens continuent de se produire entre Palestiniens et Israéliens ».



« En tout, 633 Palestiniens, dont 73 enfants, ont été blessés et 406 autres arrêtés par les forces de sécurité israéliennes au cours du mois écoulé », a regretté le Coordonnateur spécial, précisant que neuf soldats et 20 colons israéliens ont également été blessés lors d'échauffourées avec des Palestiniens.

Revenant sur le décès, le 10 décembre dernier, du Ministre palestinien Ziad Abu Ein lors d'une manifestation ayant dégénéré en confrontation avec la police israélienne, M. Serry a en outre appuyé la demande du Conseil de sécurité « d'ouvrir rapidement une enquête afin de faire la lumière sur les circonstances de sa mort ».

« Je suis très préoccupé par le fait qu'Israël aie repris sa pratique des démolitions punitives, après une interruption de presque 10 ans », a également déclaré le Coordonnateur spécial, constatant notamment la démolition par l'armée israélienne de la maison familiale du Palestinien responsable de la mort de deux Israéliens le 22 octobre.

Concernant la reconstruction de Gaza, M. Serry a pointé du doigt un cessez-le-feu encore fragile ; un manque de gouvernance effective de la part du nouveau gouvernement de consensus national en place à Gaza ; un besoin cruel de réformes civiles ; et les retards de paiement de milliers de fonctionnaires.

« Et ce qui est peut-être plus urgent encore, la reconstruction nécessite des fonds », a ajouté le Coordonnateur spécial, appelant les pays donateurs à tenir leurs promesses faites lors de la Conférence du Caire d'octobre dernier.

S'agissant du conflit syrien, M. Serry a rappelé que l'Envoyé spécial du Secrétaire général poursuit ses consultations avec les parties en vue d'opérationnaliser un « gel » des hostilités dans la ville d'Alep, première étape selon lui « vers un processus politique national sans préconditions sur la base du Communiqué de Genève ».

Quant à la situation au Liban, où se trouve actuellement en visite le Vice-Secrétaire général, Jan Eliasson, le Coordonnateur spécial a fortement condamné les attaques meurtrières sporadiques contre les forces armées libanaises, au mépris de la stabilité et de la sécurité du pays, « qui demeurent fragiles ».

Syrie : Valerie Amos dénonce une aggravation de la violence ces derniers mois



15 décembre - La chef de l'humanitaire de l'ONU, Valerie Amos, a dénoncé lundi une aggravation de la violence dans de nombreuses parties de la Syrie au cours des derniers mois, à l'occasion d'une réunion du Conseil de sécurité des Nations Unies consacrée à ce sujet.

« En février, on estimait que 100.000 personnes avaient été tuées. Aujourd'hui, l'ONU estime que ce chiffre approche les 200.000, auquel s'ajoute environ 1 million de blessés. Et ces chiffres augmentent chaque jour », a déclaré Mme Amos devant les membres du

Conseil.

Selon la chef de l'humanitaire de l'ONU, « les parties au conflit continuent d'ignorer les principes les plus élémentaires de l'humanité. » « Dans de nombreuses parties de Syrie, le niveau de violence s'est aggravé, les civils continuant de payer un lourd tribut en termes de vies humaines, de blessés graves, de traumatismes psychologiques, de déplacements et de dégâts importants aux infrastructures et aux biens privés », a-t-elle ajouté.

Mme Amos a appelé une nouvelle fois les membres du Conseil à s'assurer que les parties prenantes au conflit en Syrie entendent l'appel à protéger les civils, garantissent un meilleur accès à l'aide humanitaire et respectent la totalité de la résolution 2139 adoptée en février 2014.

Elle a également demandé au Conseil de s'assurer que les belligérants mettent fin à l'usage aveugle d'armes dans les zones peuplées, protègent les enfants des violences qu'ils subissent, facilitent l'acheminement sans entrave de l'assistance médicale et mettent fin au climat d'impunité.

« Et le plus important, il faut que Conseil et la communauté internationale trouvent une solution politique à ce conflit, une fois pour toutes », a-t-elle conclu.

RDC : l'ONU et ses partenaires appellent à accélérer la mise en œuvre de l'accord de paix avec le M23



15 décembre - Un an après l'accord de paix entre le gouvernement de la République démocratique du Congo (RDC) et le groupe rebelle M23, l'ONU et ses partenaires estiment que la mise en œuvre de cet accord reste lente.

L'Envoyé spécial de l'ONU pour la région des Grands Lacs, Saïd Djinnit, le Représentant spécial du Secrétaire général en RDC, Martin Kobler, et les Envoyés spéciaux de l'Union africaine, de l'Union européenne, des Etats-Unis et de Belgique dans la région ont fait ce constat dans un communiqué de presse conjoint.

Certes, des mesures ont été prises en ce qui concerne l'amnistie et les efforts pour faciliter le rapatriement d'ex-combattants du M23, ont-ils noté.

Mais ils ont appelé les gouvernements de la RDC, de l'Ouganda et du Rwanda à renforcer leur collaboration pour accélérer le rapatriement des ex-combattants et de leurs familles et ont demandé aux dirigeants de l'ancien groupe rebelle à coopérer pleinement.

« Au-delà des questions d'amnistie et de rapatriement, un certain nombre de dispositions cruciales des Déclarations (de Nairobi) doivent encore être mises en œuvre », ont dit les envoyés spéciaux.

Il y a un an, le gouvernement congolais et le M23 signaient les deux Déclarations de Nairobi, au Kenya, s'engageant à des mesures immédiates pour trouver une solution durable aux questions soulevées lors du Dialogue de Kampala et pour mettre fin au conflit entre les forces armées de RDC et le M23.

L'ONU et ses partenaires ont appelé les dirigeants régionaux, en particulier les Présidents de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL) et de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) à accompagner le processus de mise en œuvre de l'accord de paix.

Soudan du Sud : Ban Ki-moon lance un nouvel appel à la paix au 1er anniversaire du conflit



15 décembre - Alors que le conflit au Soudan du Sud entre dans sa deuxième année, le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a exhorté lundi les représentants des deux parties à se mettre d'accord sur un partage du pouvoir, tout en appelant la communauté internationale à peser de tout son poids dans les négociations.

« Cela fait un an aujourd'hui que le conflit a éclaté dans la plus jeune nation du monde, le Soudan du Sud », a regretté M. Ban. « Je suis consterné et attristé de constater que les parties ne sont toujours pas parvenues à un accord de paix global ».

« Les dirigeants du Soudan du Sud ont laissé leurs ambitions personnelles mettre en péril l'avenir de toute une nation », a déploré le Secrétaire général dans une déclaration à la presse, ajoutant que des dizaines de milliers de personnes ont trouvé la mort, 1,9 million de personnes ont été déplacées et des millions d'autres souffrent actuellement d'insécurité alimentaire, en raison du conflit.

« Il faut immédiatement mettre un terme à cette tuerie », a déclaré M. Ban, constatant que le principe même de la lutte pour l'indépendance du pays – un nouveau départ fondé sur la tolérance, la bonne gouvernance, la responsabilité et l'unité – est « sur le point de disparaître sous nos yeux ».

« J'appelle de nouveau les représentants des deux parties à accepter un partage du pouvoir inclusif pour commencer une phase de transition de gouvernance qui permettra à la fois de résoudre les causes profondes du conflit et d'assurer la responsabilité pour les crimes commis au cours de l'année écoulée », a poursuivi M. Ban, insistant sur le fait qu'un terme doit être mis à la culture de l'impunité en vue d'atteindre la réconciliation et une paix durable.

Le chef de l'ONU a également appelé la communauté internationale à tout mettre en œuvre pour appuyer le processus de paix sous l'égide de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) et a salué le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine pour la création d'un Comité ad hoc des chefs d'Etats à cet effet. « Les Nations Unies resteront pleinement mobilisées pour appuyer le processus de paix, protéger les civils et acheminer l'aide humanitaire », a conclu le Secrétaire général.

À l'occasion d'une réunion sur la situation dans le pays, le Conseil de sécurité s'est quant à lui déclaré lundi profondément préoccupé par le non-respect persistant de l'Accord de cessation des hostilités du 23 janvier 2014 et de l'Accord de règlement de la crise au Soudan du Sud du 9 mai 2014, ainsi que par l'absence d'un accord de paix crédible, qui « se traduisent par la persistance des risques de famine, de désintégration de l'État et de régionalisation du conflit ».

À cet égard, le Conseil a exigé du Président Salva Kiir Mayardit, de l'ex-Vice-Président Riek Machar Teny et de toutes les parties qu'elles s'abstiennent d'urgence de toute nouvelle violence ; appliquent l'Accord de règlement de la crise signé le 9 mai 2014 par la République du Soudan du Sud et le Mouvement/Armée populaire de libération du Soudan (dans l'opposition) ; participent pleinement aux pourparlers de paix qui se déroulent à Addis-Abeba ; respectent l'engagement à mettre en place un gouvernement d'unité nationale de transition ; et autorisent et facilitent l'accès du personnel, du matériel et des fournitures humanitaires en toute sécurité et sans entrave à tous ceux qui en ont besoin.

Pour sa part, le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein, a souligné lundi à Genève la situation « effroyable » dans laquelle se trouve la population civile du Soudan du Sud, « victime d'assassinats ciblés, de pillages et de violences, et contrainte à vivre dans des conditions de plus en plus désespérées depuis le début du conflit ».

Dans un communiqué de presse, M. Zeid a mis en garde la communauté internationale contre les informations « très préoccupantes » selon lesquelles les combats seraient sur le point de s'intensifier « maintenant que la saison sèche a commencé ».

« Le désespoir dans les camps de personnes déplacées internes est palpable », a-t-il déclaré. « Ce sont des femmes, des hommes et des enfants qui passent leurs journées dans des conditions terribles – durant les temps forts de la saison des pluies, ils devaient parfois patauger dans la boue jusqu'à la taille. Les enfants ne sont pas allés à l'école depuis un an maintenant et ne pourront sans doute pas s'y rendre pour une plus longue période encore. Les soins de santé sont basiques dans le meilleur des cas. Ils n'ont pas la liberté de mouvement et vivent dans la crainte de la violence qui les attend toujours au coin de la rue ».

Ukraine : l'ONU s'inquiète du sort de 5 millions de personnes avec le début de l'hiver



15 décembre - Avec le début de l'hiver, plus de cinq millions de personnes vivant dans les zones touchées par le conflit en Ukraine sont confrontées à des conditions de vie de plus en plus difficiles et certaines luttent pour survivre, selon un rapport du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) publié lundi.

L'effondrement du système de maintien de l'ordre ainsi que la violence et les combats dans les régions orientales du pays ont un impact direct sur tous les droits fondamentaux, y compris la sécurité, la liberté et le bien-être des individus qui y vivent, estime ce rapport.

« Le conflit est dans son neuvième mois et la situation est de plus en plus grave pour la population qui vit encore dans l'est », a déclaré le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein.

Le rapport est le huitième publié par la Mission des Nations Unies de surveillance des droits de l'homme en Ukraine et couvre le mois de novembre 2014. Il montre combien les dégâts importants causés aux infrastructures, l'effondrement de l'économie et la perturbation des services sociaux et médicaux touchent particulièrement les plus vulnérables.

Selon les derniers chiffres du HCDH et de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), entre la mi-avril et le 12 décembre, au moins 4.707 personnes ont été tuées et 10.322 blessées dans les régions de l'est de l'Ukraine touchées par le conflit. Depuis le début du cessez-le-feu, le 6 septembre, au moins 1.357 décès ont été enregistrés, même si certains ont pu avoir eu lieu avant le cessez-le-feu.

A la suite des 'élections' organisées le 2 novembre par les groupes armés dans les zones qu'ils contrôlent, le gouvernement ukrainien a décidé de relocaliser temporairement toutes les institutions de l'Etat, y compris les installations médicales et éducatives et les hospices, dans le territoire sous son contrôle. Le sort des gens dépendant de ces services et qui ne peuvent ou ne veulent pas partir « demeure très préoccupant », selon le rapport.

« Le gouvernement de l'Ukraine reste responsable de la protection des droits de tous les Ukrainiens, y compris le droit à la santé, à l'éducation et à la sécurité sociale, sur tout le territoire, y compris les zones qu'il ne contrôle pas entièrement. J'exhorte le gouvernement à examiner attentivement l'impact de cette décision en matière de droits de l'homme », a déclaré M. Zeid.

Le Haut-Commissaire a également renouvelé son appel à un arrêt des hostilités dans l'est de l'Ukraine.

Le rapport souligne qu'un règlement du conflit semblait s'être éloigné en novembre, alors que les escarmouches et les bombardements dans les zones peuplées de civils continuent.

Renforcer la coopération Sud-Sud est indispensable, selon la FAO



15 décembre - La coopération horizontale entre pays du Sud au niveau mondial revêt une importance croissante pour relever les défis du développement durable de notre époque, a déclaré lundi le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), José Graziano da Silva.

« Beaucoup de pays en développement sont confrontés à des défis similaires en matière de sécurité alimentaire et de développement agricole et rural et, dans de nombreux cas, les conditions géographiques, climatiques et socioéconomiques sont également similaires », a expliqué M. Graziano da Silva lors d'une conférence internationale sur la coopération Sud-Sud, la première du genre, qui s'est tenue du 13 au 14 décembre au Maroc.

Cette conférence Sud-Sud a rassemblé à Marrakech les ministres de l'agriculture et autres dignitaires de plus d'une vingtaine de pays africains, qui ont échangé leurs connaissances en matière de gestion de l'eau, de financement et d'innovation en faveur de l'agriculture familiale.

Leurs discussions étaient également axées sur les moyens de renforcer leur collaboration et le partage d'expériences pour mieux relever les défis. La conférence de Marrakech faisait suite à la création, en avril 2014, à la FAO, d'un nouveau Fonds fiduciaire de coopération Sud-Sud voulu par le Maroc pour faciliter, au travers de nouveaux accords, le partage de l'expertise marocaine en Afrique.

« Grâce à ce Fonds, un accord de coopération tripartite Sud-Sud a d'ailleurs été passé le 14 décembre 2014 entre la FAO, le Maroc et le Mali », s'est félicité le Directeur général.

Exhortant les participants à la conférence à mieux faire, M. Graziano da Silva a souligné que l'agriculture familiale était à la fois « l'épine dorsale de l'économie rurale et la clé pour combattre la pauvreté et l'insécurité alimentaire en milieu rural ».

Le Directeur général de la FAO, tout en rappelant le lien de cause à effet entre le manque d'opportunités économiques offertes aux jeunes ruraux et la crise de l'immigration en Méditerranée et au-delà, a appelé à des « initiatives susceptibles d'offrir aux ruraux pauvres la possibilité de mener une vie dans la dignité auprès de leurs familles et au sein de leurs communautés ».

Par ailleurs, M. Graziano da Silva a indiqué que l'accent accru mis sur la coopération Sud-Sud s'insérait dans le cadre de la transformation organisationnelle plus large de la FAO au cours des trois dernières années pour la rendre « plus efficace, plus ciblée et plus orientée vers les résultats ».

« Nous avons renforcé nos bureaux décentralisés pour être plus proches des pays et leur offrir davantage d'assistance sur mesure », a-t-il précisé en conclusion.

A Beyrouth, Eliasson promet le soutien de l'ONU au Liban face à l'afflux de réfugiés syriens



15 décembre - Le Vice-Secrétaire général des Nations Unies, Jan Eliasson, a déclaré lundi à Beyrouth que l'ONU ferait tout son possible pour soutenir le Liban qui accueille un nombre très important de réfugiés syriens.

« J'étais ici il y a deux ans et le nombre de réfugiés était inférieur à 150.000. Maintenant, nous avons près de dix fois ce chiffre et cela pèse sur la société libanaise », a dit M. Eliasson à l'issue d'une rencontre avec le Président du Parlement libanais, Nabih Berri.

Le numéro deux de l'ONU a salué la générosité du Liban à l'égard des réfugiés syriens. « Nous essaierons de faire tout notre possible pour apporter notre aide », a-t-il dit. « Vous avez été courageux et nous serons à vos côtés ».

Jan Eliasson a rappelé que la sécurité et l'intégrité du Liban est « une priorité pour la région et pour le monde ». « Nous essaierons de faire tout notre possible pour que le tragique conflit en Syrie ne se propage pas à la société libanaise. Il s'est déjà propagé dans d'autres parties de la région et nous devons éviter davantage de dégâts », a-t-il ajouté.

Le Vice-Secrétaire général a souligné qu'il était en contact étroit avec le Groupe international de soutien au Liban et que l'Envoyé des Nations Unies pour la Syrie, Staffan de Mistura, poursuivait ses efforts pour tenter de trouver une solution politique au conflit syrien.

Lors de sa visite au Liban, M. Eliasson devait également rencontrer le Premier ministre Tamam Salam et participer avec celui-ci au lancement du Plan de réponse à la crise libanaise. Ce plan est destiné à soutenir les réfugiés syriens et les communautés libanaises qui les accueillent.

L'UNESCO dénonce les meurtres de journalistes en Syrie et au Yémen



15 décembre - La Directrice générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Irina Bokova, a fermement condamné lundi les meurtres récents de journalistes en Syrie et au Yémen.

« L'enlèvement et l'assassinat de journalistes qui travaillent en vue d'améliorer notre compréhension des autres et du monde est une atrocité allant à l'encontre de toutes les valeurs que l'UNESCO a été créée pour défendre », a déclaré Mme Bokova dans un communiqué de presse faisant suite à deux événements tragiques, survenus à quelques jours

d'intervalle.

Le 6 décembre dernier, le journaliste américain indépendant Luke Somers a été tué au Yémen aux côtés du professeur sud-africain Pierre Korkie, alors que les deux hommes étaient depuis plus d'un an les otages d'un groupe extrémiste. Ils ont été abattus par leurs ravisseurs lors d'une tentative avortée pour les libérer dans un village du sud du pays.

Le 8 décembre, trois journalistes qui réalisaient un reportage sur les combats dans la province syrienne méridionale de Deraa, Youssef Mahmoud El-Dous, Rami Adel Al-Asmi et Abdul-Rahman Khalil, ont également trouvé la mort après qu'un missile guidé a heurté leur véhicule. Les trois professionnels travaillaient pour Orient TV, une station syrienne basée à Dubaï.

« J'appelle toutes les parties au conflit tragique en Syrie à respecter le caractère civil des journalistes conformément aux Conventions de Genève », a déclaré la Directrice générale, s'exprimant dans le cadre de la Résolution 29 adoptée par les États membres de l'UNESCO à la Conférence générale de l'Organisation en 1997, intitulée « Condamnation de la violence contre les journalistes ».

Libéria : le Conseil de sécurité proroge le mandat de la MINUL jusqu'en septembre 2015



La Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies pour le Libéria, Karin Landgren, au Conseil de sécurité. Photo: ONU

15 décembre - Le Conseil de sécurité des Nations Unies a décidé lundi de proroger le mandat de la Mission des Nations Unies au Libéria (MINUL) jusqu'au 30 septembre 2015.

Dans sa résolution 2190, présentée par les États-Unis et adoptée à l'unanimité de ses 15 membres, le Conseil charge de nouveau la Mission de « protéger la population civile contre la menace de violences physiques, dans la limite de ses capacités et dans les zones de déploiement, sans préjudice de la responsabilité première des autorités libériennes en la matière ».

La MINUL est également chargée de « faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire, y compris en collaboration avec le gouvernement libérien et ceux qui le soutiennent, en aidant à créer les conditions de sécurité nécessaires ».

Au titre de ses responsabilités, la Mission doit par ailleurs apporter un soutien logistique à l'organisation des élections sénatoriales dans le pays, promouvoir les droits de l'homme et protéger le personnel des Nations Unies.

Le Conseil décide ainsi de maintenir les effectifs autorisés de la MINUL à 4.811 personnes pour la composante militaire et 1.795 personnes pour la police. Il réaffirme cependant son intention de reprendre la réduction progressive des effectifs lorsqu'il aura été déterminé que le Libéria a fait d'importants progrès dans la lutte contre l'épidémie d'Ebola, « laquelle représente une menace pour la paix et la stabilité du pays ».

Reconnaissant que cette épidémie a mis en suspens les activités conjointes des gouvernements libérien et ivoirien et celles de la MINUL et de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), le Conseil de sécurité demande aux deux gouvernements de continuer à renforcer leurs liens de coopération, en particulier en ce qui concerne la région frontalière.

La MINUL doit également assurer la coordination avec la Mission des Nations Unies pour l'action d'urgence contre Ebola (MINUAUCE).

RDC : le chef de la MONUSCO exprime sa solidarité aux victimes d'un naufrage sur un lac



Le Représentant spécial du Secrétaire général pour la République démocratique du Congo (RDC), Martin Kobler. Photo: ONU/Mark Garten

15 décembre - Le chef de la Mission des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUSCO), Martin Kobler, a exprimé lundi sa solidarité envers les victimes d'un naufrage sur le lac Tanganyika et leurs familles.

« Je suis profondément attristé par la tragédie survenue sur le lac Tanganyika lorsqu'un bateau, avec des centaines de personnes à son bord, a chaviré. Mes pensées vont aux personnes portées disparues et aux familles éprouvées », a déclaré M. Kobler dans un communiqué de presse.

Le bateau privé assurant la liaison entre des villes des provinces du Katanga et du Sud-Kivu a coulé aux premières heures de la matinée du vendredi 12 décembre. De nombreux passagers sont toujours portés disparus, a précisé la MONUSCO.

« La MONUSCO est prête et disposée à aider les autorités à mener les opérations de secours, en particulier avec nos hélicoptères », a ajouté le chef de la MONUSCO.

Selon la presse, le naufrage a fait au moins 129 morts. L'embarcation aurait chaviré en raison d'un trop grand nombre de passagers et de vents violents.

Le Conseil de sécurité condamne une attaque contre l'ambassade d'Israël à Athènes



14 décembre - Le Conseil de sécurité a condamné fermement une attaque contre l'ambassade d'Israël à Athènes, en Grèce, qui a eu lieu le 12 décembre et au cours de laquelle des dizaines de coups de feu ont été tirés en direction du bâtiment abritant l'ambassade.

Dans une déclaration à la presse publiée samedi soir, les membres du Conseil ont souligné «la nécessité de traduire en justice les auteurs de cette attaque.»

Ils ont également salué la réaction du gouvernement grec à cet incident, et notamment «la condamnation sans équivoque de cette attaque et l'ouverture immédiate d'une enquête».

Selon la presse, des assaillants non identifiés circulant à moto ont ouvert le feu sur l'ambassade israélienne, sans faire de blessé ou de dégât important. Cet incident est intervenu quelques jours après la mort d'un ministre palestinien lors d'une échauffourée avec des soldats israéliens en Cisjordanie.

Ban Ki-moon salue les décisions adoptées à la conférence sur le climat à Lima



Le fjord d'Ilulissat, au Groënland. Photo ONU/Mark Garten

14 décembre - Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a salué dimanche les décisions adoptées par les pays participant à la Conférence sur le changement climatique qui s'est conclue ce weekend à Lima, au Pérou.

« Les décisions adoptées à Lima, y compris l'Appel de Lima à agir en faveur du climat, ouvrent la voie à l'adoption d'un accord universel et significatif en 2015 », a dit le porte-parole du Secrétaire général dans un communiqué de presse. « Le Secrétaire général exhorte toutes les parties, lors de leur première réunion en février de l'année prochaine, à entrer dans le fond des négociations sur le projet de texte de l'accord de 2015 issu de cette Conférence ».

Le chef de l'ONU a noté qu'à Lima les pays ont fait des progrès importants pour clarifier ce qu'ils devront préparer et présenter en tant que contributions nationales au nouvel accord et pour finaliser l'architecture institutionnelle d'un mécanisme sur les pertes et les dommages. Également à Lima, la capitalisation initiale du Fonds vert pour le climat a dépassé l'objectif des 10 milliards de dollars.

« Le Secrétaire général appelle toutes les parties, en particulier les grandes économies, à soumettre des engagements nationaux ambitieux bien avant Paris », a dit le porte-parole, en référence au Sommet sur le climat qui aura lieu en France à la fin 2015.

« Il attend également avec impatience de travailler avec les gouvernements du Pérou et de la France sur le nouveau Programme d'action Lima-Paris destiné à catalyser l'action sur le changement climatique pour accroître l'ambition avant 2020 et soutenir l'accord de 2015. »

Selon la presse, les 195 pays négociant sous l'égide des Nations unies à Lima ont conclu dans la nuit de samedi à dimanche les éléments de base d'un futur traité mondial qui devra être conclu à la conférence de Paris fin 2015. Le document final de

quatre pages invite les pays participants à présenter au début de l'année prochaine leurs propres plans nationaux de lutte contre le réchauffement climatique, afin de constituer une base pour le futur traité.

Le Conseil de sécurité se dit attristé par le décès d'un ministre palestinien



13 décembre - Le Conseil de sécurité a exprimé sa tristesse concernant le décès du ministre palestinien Ziad Abu Ein, qui s'est produit après une manifestation dans le village palestinien de Turmus Ayya.

Dans une déclaration à la presse publiée vendredi soir, les membres du Conseil ont présenté leurs condoléances à la famille du ministre, au peuple palestinien et à l'Autorité palestinienne.

Ils ont "encouragé les parties prenantes à s'assurer qu'une enquête rapide et transparente soit menée." Ils ont pris note de "la volonté du gouvernement d'Israël de mener une enquête conjointe sur cet incident".

Le Conseil de sécurité a appelé toutes parties "à exercer le maximum de retenue et à éviter des mesures qui pourraient déstabiliser davantage la situation".

Vendredi, le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein, a également appelé à une enquête approfondie.